

N° DP 25/703

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'HONORAIRES DU CABINET VEDESI - REPRESENTATION D'UN AGENT METROPOLITAIN DANS LE CADRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2024-1038 du 6 novembre 2024 relatif aux dispositions réglementaires des livres Ier et II du Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le courrier d'octroi de protection fonctionnelle de Monsieur le Président en date du 25 mai 2023 au bénéfice de Monsieur Abdelued BEN MESSAOUD, agent métropolitain,

VU le choix de Monsieur Abdelued BEN MESSAOUD de se faire assister par le cabinet VEDESI représenté par Maître Henri-Pierre VERGNON dans le cadre de l'information judiciaire ouverte suite au dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile en date du 24 novembre 2023 pour des actes de violences ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à huit jours sur M. GHIGO-MUGUET Alain,

VU l'audience fixée au 15 mai 2025 devant le tribunal judiciaire de Toulon,

VU la convention d'honoraires adressée par le cabinet VEDESI en date du 12 mai 2025 fixant le tarif horaire pour le dossier à 150 euros HT/heure, soit 180 euros TTC/heure pour les frais de représentation, et selon le détail des prestations prévues par ladite convention,

CONSIDERANT qu'il convient de signer la convention d'honoraires et de régler toutes factures et dépenses en lien avec cette affaire,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'honoraires du 12 mai 2025.

ARTICLE 2

DE FIXER les tarifs applicables aux honoraires susvisés à 150 euros HT/heure, soit 180 euros TTC/heure pour les frais de représentation, pour toutes les factures à intervenir dans la présente instance en lien avec cette affaire et ce conformément à la convention d'honoraires précitée.

ARTICLE 3

DE REGLER l'ensemble des factures en lien avec cette affaire.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2025 et suivants pour autant que de besoin, opération 23 - article 62268.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **23 JUIN 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Toulon, le **25 MAI 2023**

Jean-Pierre GIRAN
Président de Toulon Provence Méditerranée

A

Monsieur Abdelueb BEN MESSAOUD
153 rue Muscari
Villa 50 lot 6
83 200 TOULON

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

***Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens***

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Affaire suivie par :
Rachel BOURDARIAT
rbourdariat@metropoletpm.fr
04.94.36.48.95

N/REF : 2023/CW/CP/AL/RB/2023/118

LRAR : 1A 201 688 8500 4

OBJET: Réponse à votre demande de protection fonctionnelle en date du 22 février 2023.

Monsieur,

Vous avez saisi la Métropole d'une demande de protection fonctionnelle, en raison de faits d'agression physique par un de vos préposés que vous avez subis le 30 janvier 2023 sur le boulevard Edouard Herriot à Toulon et pour lesquels vous avez déposé plainte au commissariat.

Par la présente, j'accuse réception de votre demande.

L'article 11 de la loi du 13 juillet 1983 prévoit que la protection fonctionnelle est accordée aux agents de la fonction publique territoriale lorsqu'ils font l'objet de procédures civiles ou pénales à raison de faits en lien avec leur service.

Votre demande, faite par écrit et suffisamment motivée, pour laquelle votre supérieur a été tenue informée, entre dans le cadre législatif prévu.

Par conséquent, j'ai l'honneur de vous accorder la protection fonctionnelle que vous avez demandée.

Toutefois, à ce jour, je vous rappelle que la procédure de plainte est initiée et demeure au stade de l'enquête policière, il appartient à Monsieur le Procureur de la République de poursuivre ou non dans le cadre de cette affaire.

Je vous demande par conséquent de nous tenir informer des suites données à cette procédure dans les mois à venir.

Pour information, la protection fonctionnelle peut consister à une assistance juridique si besoin : vous avez le choix d'un avocat et devez nous communiquer ses coordonnées ainsi que la convention passée avec ce dernier dès que vous en disposerez, conformément au décret n°2017-97 du 26 janvier 2017.

La protection accordée par la Métropole se traduit par la prise en charge des frais engagés dans le cadre des poursuites judiciaires : honoraires d'avocat, consignations etc...

Le service juridique est à votre disposition pour de plus amples informations relatives, notamment, à cette convention ainsi qu'à la prise en charge des frais.

Recevez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

METROPOLE Toulon Provence Méditerranée

www.vedesi.fr

Philippe Schmidt

Maître de conférences

Henri-Pierre Vergnon

Amaud Pélissier

Docteur en Droit Public

Louis-Pierre Eard-Aminthas

William Tissot

Sylvie Sisunno

Spécialisée en Droit Public

Astrid Allala

Johana Jounier

Fanny Marsaut

Barreau de Lyon

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

28 rue d'Enghien

69002 Lyon

Laure Thierry

Barreau des Hauts-de-Seine

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

112 rue de Courbevoie

92000 Nanterre

Caroline Alvarez

Nadine Zenou

Docteur en Droit Public

Barreau de Montpellier

Tél : 04 67 81 12 03

Fax : 09 72 35 52 27

caroline.alvarez@vedesi.fr

1280, avenue des Platanes

34970 Lattes

CONVENTION D'HONORAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Maître Henri Piere VERNON, S.C.P. SCHMIDT-VERGNON-PÉLISSIER-THIERRY-EARD-AMINTHAS & TISSOT, Avocat au Barreau de Lyon (toque 233), demeurant 28, rue d'Enghien à 69002 LYON, téléphone : 04 78 61 24 80, fax : 04 78 61 35 70, courriel : cabinet@vedesi.fr, numéro de TVA intracommunautaire : FR76 425 025 665,

Ci-après désigné « *L'Avocat* »,

ET :

Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9 représentée par son Président en exercice,

Ci-après désigné « *Le Client* »,

ET :

Monsieur Abdelued BEN MESSAOUD domicilié 1083 chemin de Forgentier - 83200 TOULON

Ci-après désigné « *Le Bénéficiaire* »,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1 - PRESTATIONS DE L'AVOCAT

1.1 - PRÉAMBULE

Par courrier en date du 22 février 2023, Monsieur BEN MESSAOUD, Agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (agent de propreté), a demandé à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de lui accorder une protection fonctionnelle suite à une agression subie sur son lieu de travail le 30/01/2023 sur le boulevard Edouard Herriot à Toulon.

Le bénéfice de la protection fonctionnelle est alors accordé à Monsieur Abdelued BEN MESSAOUD par la Métropole TPM par courrier lettre recommandée avec demande d'avis de réception N°1A 201 688 8500 4 en date du 25 mai 2023, pour se défendre la présentation devant le Juge d'instruction aux fins d'une éventuelle mise en examen.

Nature de la procédure	Assistance suite à étude des documents : - Assistance devant le Juge d'instruction dans le cadre d'une information judiciaire pour des faits de violence ;
Juridiction	Tribunal Judiciaire de TOULON

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts du bénéficiaire, dans le cadre d'une convocation pour interrogatoire de première comparution de M. BEN MOUSSAOUD pour le chef suivant « violences ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à 8 jours sur M. GHIGO ».

Exécution de la mission :

- Analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes,
- Recherches
- Visioconférence pour préparer l'audience avec l'agent 12/05/2025
- Assistance et représentation à l'audience du 15/05/2025 devant le Juge d'instruction
- Assistance devant le tribunal correctionnel en cas de renvoi devant le Tribunal correctionnel de TOULON
- Rédaction observations article 175-1 du Code de Procédure Pénale et/ou ensuite des réquisitions du Procureur

1.1.1 – Aide juridictionnelle

L'Avocat a informé le Client du mécanisme de l'aide juridictionnelle qui permet la prise en charge des honoraires de l'avocat par l'État, totalement ou partiellement et suivant un barème préétabli, lorsqu'il accepte d'intervenir au bénéfice d'un client dont les ressources sont inférieures à un plafond fixé par l'administration.

Le Client déclare que ses ressources et/ou son patrimoine ne le rend pas éligible au mécanisme de l'aide juridictionnelle.

1.1.2 – Assurance protection juridique

Le Client déclare avoir été informé de la possibilité que son contrat d'assurance personnelle comporte une assurance de protection juridique permettant la prise en charge partielle des honoraires de l'Avocat suivant le barème établi par la compagnie d'assurances.

Le Client déclare faire son affaire de la mise en œuvre éventuelle de son assurance de protection juridique et du remboursement par sa compagnie d'assurances de la partie des honoraires de l'Avocat correspondant au barème de la compagnie.

Le Client reconnaît qu'en aucune manière le barème établi par la compagnie d'assurances ne pourra se substituer au montant des honoraires fixé par la présente convention et du fait que la mise en œuvre de cette garantie dans le cadre de ses relations avec sa compagnie d'assurances ne peut en aucune manière limiter sa liberté de choisir son avocat.

1.2 – MISSION DE L'AVOCAT

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts de Monsieur BEN MESSAOUD devant le Juge d'instruction dans le cadre d'une information judiciaire pour des faits de violence.

L'Avocat s'engage à mettre en œuvre toutes diligences utiles à la réalisation de la mission confiée et à informer régulièrement le Client et le bénéficiaire de la réalisation de ses diligences.

En cas d'urgence ou de nécessité, l'Avocat pourra se faire substituer à l'audience par un confrère de son choix.

2 - HONORAIRES DE L'AVOCAT

Les parties sont convenues de fixer le montant des honoraires de l'Avocat par référence au temps que ce dernier aura passé pour le traitement de la mission qui lui a été confiée au terme de l'article 1.2.

Le taux horaire est fixé à au tarif horaire de 150.00 € H.T. (cent cinquante euros hors taxes), soit 180.00 € T.T.C. (cent quatre-vingts euros toutes taxes comprises), pour les interventions de l'Avocat.

L'avocat propose de facturer :

- l'analyse des éléments du dossier, les recherches jurisprudentielles et doctrinales, la visioconférence pour préparation de l'audience et la représentation et l'assistance de Monsieur BEN MESSAOUD, sur une base de 10 heures de diligences au tarif horaire de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxe), soit 1 500,00 € HT (mille cinq cents euros hors taxe) avec TVA à 20 %, soit 1 800,00 € TTC (mille huit cents euros toutes taxes comprises), hors débours, dépens et autres frais (déplacement ou autre).

- **Facultatif** : demande de démise en examen, au plus tard 10 jours après IPC, soit 6 heures x 150 € = 900,00 € HT (neuf cents euros HT), soit 1 080,00 € TTC (mille quatre-vingts euros toutes taxes comprises)
- suivi de dossier ensuite de l'avis de fins d'information, soit 8 heures x 150 € HT de l'heure, soit 1 200,00 € HT (mille deux cents euros hors taxe), soit 1 440,00 € TTC (mille quatre cent quarante euros toutes taxes comprises), soit en vue d'une ordonnance de non-lieu ou d'une ORTC.

Les diligences non couvertes par la Mission décrite donneront lieu à des honoraires complémentaires calculés par référence au temps passé au taux horaire habituel du cabinet, soit 150 € HT (cent cinquante euros HT)

Le suivi et l'accompagnement de Monsieur BEN MESSAOUD pour toutes autres diligences éventuellement à venir (audience correctionnelle) feront l'objet d'une facturation distincte par renvoi aux conditions financières arrêtées dans le cadre de la présente convention (toute demande d'acte utile ; ORTC)

3 - FRAIS ET DÉBOURS - DÉPLACEMENTS

Outre le règlement des honoraires, les frais, débours et dépens payés à des tiers pour l'intérêt de la Mission sont réglés sans délais par le Client soit directement au tiers, soit par remboursement de l'avance effectuée par l'Avocat et sur présentation d'un justificatif.

Les déplacements en dehors de la ville où est situé le cabinet de l'Avocat nécessaires à la réalisation de la mission seront facturés aux frais réels sur présentation des justificatifs.

4 - TVA

La totalité des honoraires visés dans la présente convention, ainsi que les frais et honoraires de déplacement sont majorés de la TVA au taux en vigueur au jour d'émission de la facture.

5 - FACTURATION

Les honoraires seront facturés par provisions successives.

Une facture récapitulative sera établie à la fin de la mission de l'Avocat, faisant apparaître l'ensemble des provisions versées et des honoraires dus et des débours exposés.

Les pièces justificatives des débours sont jointes à la facture récapitulative.

Les factures feront apparaître, le cas échéant, les droits de plaidoirie et les éventuels droits d'ordre dus par l'Avocat à l'Ordre des avocats du Barreau de Lyon sur justificatifs.

Tout défaut de paiement à échéance entraînera de plein droit, sans mise en demeure préalable, la perception par l'Avocat d'un intérêt de retard journalier égal à trois fois le taux d'intérêt légal et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros au titre des frais de recouvrement.

6 - VOIES DE RECOURS

Dans l'hypothèse où la décision obtenue ferait l'objet d'un recours, un avenant à la présente convention sera établi.

7 - DURÉE DE LA CONVENTION D'HONORAIRES

La présente convention d'honoraires est conclue pour la durée de la mission.

Le Client et le bénéficiaire restant toujours libre du choix de son conseil dans la défense de ses intérêts, il peut à tout moment dessaisir l'Avocat, mais s'engage dès lors à honorer sans délai les honoraires, frais, débours et dépens dus à l'Avocat pour les diligences effectuées avant son dessaisissement.

L'Avocat pourra mettre fin à la présente convention si le Client, ou le bénéficiaire, ne respecte pas ses engagements pris en vertu des présentes et à condition d'avoir prévenu ce dernier dans un délai de préavis raisonnable et après avoir tenté de résoudre amiablement le différend dans les conditions stipulées à l'article 8 ci-après.

8 - CONTESTATIONS

En cas de contestation relative à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une solution amiable au litige les opposant.

À défaut de parvenir à un accord, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Lyon pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente.

9 - MÉDIATION

Le Client est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 612-1 du code de la consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, de saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat.

Médiateur de la consommation de la profession d'avocat :

Madame Carole PASCAREL

Adresse : 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Adresse électronique : mediateur-conso@mediateur-consommation-avocat.fr

Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

Le Client est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'Avocat par une réclamation écrite.

10 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le cabinet met en œuvre des traitements de données à caractère personnel concernant ses clients. Ces traitements présentent les caractéristiques suivantes :

Finalité	Base légale	Catégories de données	Catégories de personnes	Durée
Prospection et animation	Intérêt légitime	Identité/État civil Coordonnées	Clients Prospects	3 ans
Gestion de la relation avec ses clients et prospects		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects	Durée la plus longue entre : durée de la relation contractuelle et durée ferme de 3 ans.
Organisation, inscription et invitation aux événements du cabinet.		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects Invités	3 ans
Production, la gestion, le suivi des dossiers de ses clients	Exécution de mesures précontractuelles ou du contrat	Identité/État civil Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	Durée de la relation contractuelle augmentée des délais de prescription.
Facturation		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la date de clôture de l'exercice comptable au cours duquel la facture a été émise.
Recouvrement		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	Jusqu'à complet paiement des honoraires.
Prévention du blanchiment et du financement du terrorisme et la lutte contre la corruption	Respect d'obligations légales et réglementaires	Identité/État civil, Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	5 ans après la fin des relations contractuelles avec le cabinet.
Comptabilité		Identité/État civil, Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable.

En fonction des finalités prévues ci-avant, les catégories de données conservées pourront légèrement différer, ces dernières étant essentiellement liées à la nature de la mission confiée. Ces informations sont nécessaires à la poursuite des finalités identifiées ci-dessus.

Dans l'hypothèse où la mission objet de la présente le requiert, des données sensibles au sens de la réglementation applicable peuvent être traitées notamment lorsqu'elles sont nécessaires :

- à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice ;
- ou aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement ou à la personne concernée en matière de droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Les données traitées sont destinées aux personnes habilitées du cabinet, ainsi qu'à ses prestataires.

Dans les conditions définies par les dispositions en vigueur, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, de limitation, de portabilité, d'effacement.

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : cabinet@vedesi.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Cabinet VEDESI, 28 rue d'Enghien à 69002 LYON, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

11 - RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

La mission est réalisée dans le cadre d'une obligation de moyens, au vu de l'état du droit en vigueur au jour où l'Avocat rend ses travaux.

En sa qualité d'Avocat inscrit au Barreau de Lyon, l'Avocat bénéficie d'une assurance de Responsabilité Civile Professionnelle n° 112 024 973 souscrite par le Barreau de Lyon, couvrant les dommages à hauteur 8 000 000 € par assuré, dont 4 000 000 € par sinistre complété par 4 000 000 € par année d'assurance.

Le Client et/ou le bénéficiaire ne pourront prétendre à aucune indemnisation pour des dommages indirects invoqués au titre des présentes, que l'éventualité de tels dommages ait été envisagée ou non.

Fait à LYON, le 12/05/2025

En trois exemplaires originaux,

Monsieur Abdelued BEN
MESSAOUD
(avec la mention « *lu et approuvé* »)

Maître Henri Pierre VERGNON



Monsieur le Président
Métropole TPM